



# Assemblée générale

Distr. générale  
7 juin 2018

Français seulement

---

## Conseil des droits de l'homme

Trente-huitième session

18 juin-6 juillet 2018

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils,  
politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris  
le droit au développement**

### **Exposé écrit\* présenté par Liberal International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[25 mai 2018]

---

\* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s) par l'/les organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

GE.18-09276 (F)



\* 1 8 0 9 2 7 6 \*

Merci de recycler



## **Appel pour mettre fin à la situation de crise multiforme en République démocratique du Congo**

L'Internationale libérale (LI) et le Réseau Libéral Africain (organisation de coopération de LI) in est extrêmement préoccupé par la crise multiforme que traverse la République Démocratique du Congo, plongée dans l'impasse à cause uniquement de l'entêtement du président Kabila qui ne veut pas organiser les élections alors que son second et dernier mandat a déjà expiré depuis le 19 décembre 2016 et qui continue à fouler aux pieds l'accord global et inclusif en excluant la véritable opposition de la gestion consensuelle de la transition.

### **Considérant :**

- La crise politique et institutionnelle en RD Congo est due exclusivement à la non organisation des élections dans toutes les institutions, à mandat électif, et arrivées fin mandat telles que la présidence de la république, l'assemblée nationale, le Sénat et les assemblées provinciales,
- La crise sécuritaire qui sévit au Congo depuis bientôt deux décennies et qui continue à semer la mort et la destruction, depuis les régions de l'Est (Ituri, Beni, Tanganyika), de l'Ouest (Kongo Central) et maintenant au Centre du pays (Kasaï), livrant les populations sans défense à la merci des groupes armés ou à la violente répression des forces de sécurité du pouvoir du président Kabila. Le bilan macabre s'élève à ce jour à plus de six millions de morts à la suite des guerres savamment orchestrées par le pouvoir en place entre les groupes armés entretenus et/ou les milices ethniques,
- La grave crise humanitaire qui frappe actuellement le Congo, avec 16,6 Millions des personnes en attente d'aide dont 5,1 Million de déplacées parmi lesquelles 4,4 Millions sont des déplacées à l'intérieur du pays et le reste dans les pays limitrophes selon le plan d'intervention humanitaire 2018 des Nations Unies
- L'Accord de la Saint Sylvestre comme seule voie de sortie de crise comme d'ailleurs le rappellent les résolutions des Nations Unies 2348 et la plus récente 2409 qui : a) exige la mise en œuvre sans délai, de manière intégrale et de bonne foi de l'Accord de Saint Sylvestre b) renforce le mandat de la MONUSCO pour protéger les populations civiles et c) pour appuyer le processus électoral
- Que lors de son 70-ème congrès à Andorre, l'International Libéral, conscient des risques de la situation des crises au Congo, avait déjà adopté une résolution invitant toutes les parties prenantes à respecter rigoureusement l'esprit et la lettre de l'accord de la Saint Sylvestre
- Que le processus électoral qui devait être consensuel entre les parties prenantes (Majorité et Opposition) est mis à mal par la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante), organe d'organisation des élections, qui, sans concertation et contre l'avis de toute l'opposition, introduit en dernière minute la machine à voter ou le vote électronique pourtant interdit par la loi sur le cycle électoral en cours. Manifestement, le processus électoral est pris unilatéralement en otage par le pouvoir de Kabila et la machine à voter est d'ores et déjà perçu comme l'instrument par excellence des futures fraudes devant entraîner inéluctablement la falsification des résultats de vote comme d'ailleurs le craignent plusieurs pays occidentaux (USA, UK, Canada, Belgique...) et particulièrement La Corée du Sud, pays du fournisseur des machines à voter de la société Muri System.

### **Constatant avec regret que Monsieur le Président Joseph Kabila :**

- Contrairement aux résolutions 2348 et 2409, refuse d'appliquer l'accord de la Saint Sylvestre et particulièrement à mettre en œuvre les mesures de décrispation politique pour libérer les prisonniers politiques et permettre aux exilés de revenir en hommes libres au pays et recouvrer leurs droits civiques et politiques en vue de participer aux futures échéances électorales
- Refuse aux forces acquises au changement le droit de se rassembler et manifester sur des places publiques
- Utilise systématiquement, avec les forces de sécurité, la répression féroce et sanglante pour disperser des manifestations pacifiques

- N'a pas organisé les élections en la fin de son mandat le 16 décembre 2016, ni en décembre 2017 comme prévu dans l'accord de la Saint Sylvestre et les a repoussées au 23 décembre 2018. Et tout indique que le risque que les élections ne se tiennent pas en fin 2018 sont réelles et avec ceci, le risque des troubles graves pouvant embrasser le Congo avec les conséquences néfastes dans la sous régions.
- N'a pas encore renoncé au pouvoir au regard des zones d'instabilité savamment créées ici et là en vue de généraliser l'insécurité dans tout le pays avec risque d'embrasser la région des grands lacs, et ainsi créer un environnement sécuritaire incomptable à l'organisation des élections, ce qui permettra de repousser sine die l'organisation des élections.

Constatant avec regret que malgré les importants efforts de la CENCO et de la communauté internationale pour faire appliquer l'accord de la Saint Sylvestre de manière équitable et responsable, le président Joseph Kabila, par ses actes et comportements, est demeuré insensible aux pressions et constitue de ce fait, un véritable frein à un processus électoral consensuel qui devra organiser les bonnes élections, justes et crédibles, source de la légitimité pour les nouvelles autorités qui auront la lourde charge de ramener le Congo sur le chemin de la paix, la stabilité et le développement.

En total accord avec la nouvelle résolution 2409 des Nations Unies, le RLA plus que jamais attaché à une alternance pacifique au Congo :

**Condamne :**

- Toutes répressions disproportionnées des forces de l'ordre de la RDC à l'endroit des paisibles citoyens qui manifestent pour le respect de la Constitution et de la tenue des élections pour une alternance pacifique en RD Congo ;
- Toutes les manœuvres dilatoires visant à exclure les partis et regroupements politiques de l'opposition du processus électoral ainsi que leurs candidats ;
- Tout ce qui vise à priver autant les paisibles citoyens que les partis politiques notamment de leurs droits constitutionnels de se réunir, de manifester, d'accès aux informations via tout canal et aux médias publiques.

**Appelle le pouvoir de Kinshasa :**

- De tout mettre en œuvre pour stopper les exécutions sommaires, la répression aveugle et les arrestations arbitraires sur toute l'étendue de la République ;
- D'échapper à l'actuelle impasse politique au pays en créant, sans délai et de manière responsable, les conditions républicaines de mise en œuvre intégrale de l'accord de la Saint Sylvestre

**Appelle la communauté internationale :**

- A veiller et insister sur le respect du calendrier électoral ;
- A exiger la tenue des élections au 23 décembre 2018 ;
- A faire respecter, avec le concours de la MONUSCO, les droits de l'homme au Congo notamment les droits aux populations civiles de manifester et de s'exprimer ;
- A se saisir du dossier congolais, sous l'impulsion du secrétaire général des Nations Unies en collaboration avec la SADC, pour une mise en œuvre immédiate, effective, intégrale et de bonne foi de l'accord de la Saint Sylvestre et en particulier, les mesures de la décrispation politique pour un processus électoral consensuel, apaisé, efficace et responsable ;
- D'identifier et prendre des mesures sévères à l'endroit de toute personne civile ou militaire, groupe des personnes ou entité qui s'érige en obstacle pour perturber un vrai processus électoral consensuel et responsable RD Congo
- A diligenter une enquête judiciaire indépendante et internationale afin de déterminer les responsabilités politiques et militaires dans les massacres et crimes contre l'humanité commis ici et là en RD Congo, et le cas échéant, de saisir la cour pénale internationale.

**Lance un appel pressant aux Congolais :**

- De rester vigilants et de se mobiliser pacifiquement pour défendre leurs droits de se choisir leurs dirigeants dans le respect de la constitution du Congo et de l'Accord de la Saint Sylvestre
- De continuer à croire à la liberté et à la démocratie pour la paix en RDC et l'amélioration de vie des congolais